

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

27 mars 2015

SANTÉ - (N° 2673)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 2335

présenté par

M. Moreau, M. Aboud, Mme Boyer, M. Cinieri, M. Cochet, M. Decool, M. Foulon, M. Gosselin, M. Le Fur, M. Mariton, M. Mathis, M. Quentin, M. Taugourdeau, M. Tian, M. Vitel, M. Lellouche, Mme Besse, M. Leboeuf, M. Lazaro, M. Rochebloine et M. Wauquiez

-----

**ARTICLE 9**

Supprimer l'alinéa 5.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues doivent avoir une vraie mission de guérison et de réinsertion.

L'article L. 3121-4 du code de santé publique dispose que la politique de réduction des risques « vise à prévenir la transmission des infections, la mortalité par surdose par injection de drogue intraveineuse et les dommages sociaux et psychologiques liés à la toxicomanie ».

La meilleure prévention des dommages sociaux et psychologiques étant la mise en place d'une thérapie et d'un accompagnement pour sortir de la dépendance, à l'image de ce qui est réalisé par des structures d'accueil comme l'EDVO (centre d'hébergement Espoir du Val d'Oise) de Montmagny, il serait contradictoire de transformer les CAARRUD en simples salles de consommation.

Les dispositions du projet de loi ne prévoyant pas de réelles mesures pour venir en aide aux personnes dépendantes, l'expérimentation d'un tel projet n'est pas souhaitable. Dès lors aucun rapport sur une expérimentation des salles de shoot ne pourrait être réalisé.